

**CIRCULAIRE N° 2008/3****Montants forfaitaires à prendre en considération pour l'application de l'article 45 quater de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail**

En date du 20 juin 1994, le comité de gestion a décidé de communiquer chaque année aux assureurs les montants à prendre en considération pour payer la partie cumulable des allocations annuelles due en cas de cumul pension aux victimes visées à l'article 45 quater de la loi du 10 avril 1971.

Pour les paiements annuels, il y a lieu de tenir compte - depuis l'entrée en vigueur de la loi du 2 janvier 2001 portant des dispositions sociales, budgétaires et diverses - du dernier indice (santé) des prix de l'année antérieure qui justifie une modification des prestations étant entendu qu'il faut considérer comme indice (santé) d'un mois déterminé la moyenne arithmétique des indices (santé) de ce mois et des trois mois précédents.

L'augmentation des montants ci-après mentionnés par rapport à ceux en vigueur en 2007 se justifie d'une part, par le fait que la moyenne de l'indice (santé) des prix du mois de décembre 2007 et des 3 mois précédents dépasse l'indice pivot 106,22 qui devait être atteint pour qu'une indexation des prestations annuelles intervienne et, d'autre part, par l'adaptation au bien-être intervenue au 1^{er} septembre 2007 (A.R. du 7 mai 2007).

Ratifiés par le comité de gestion en séance du 18 février 2008, les montants forfaitaires de base à prendre en considération pour l'année 2008 sont fixés à :

%	Montant de base en EUR					
	01.01.2006	01.01.2006 (*)	01.01.2007	01.01.2007 (*)(**)	01.01.2008	01.01.2008 (*)(**)
1	66,43	67,76	67,76	69,12	70,50	71,91
2	132,87	135,52	135,52	138,23	141,00	143,82
3	199,30	203,28	203,28	207,35	211,50	215,73
4	265,74	271,04	271,04	276,46	282,00	287,64
5	332,17	338,81	338,81	345,58	352,50	359,55
6	398,60	406,57	406,57	414,70	423,00	431,46
7	465,04	474,33	474,33	483,81	493,50	503,37
8	531,47	542,09	542,09	552,93	564,00	575,28
9	597,91	609,85	609,85	622,05	634,50	647,19

(*) compte tenu de l'allocation de bien-être pour les accidents survenus avant le 01.01.2000.

(**) compte tenu de l'allocation de bien-être pour les accidents survenus après 2000

L'administratrice générale adjointe

J. DE BAETS